

*La grève, phénomène de civilisation*, par ROBERT GUBBELS. Un vol., 6 po. x 9½, relié, 334 pages. — INSTITUT DE SOCIOLOGIE DE L'UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES, Parc Léopold, Bruxelles, 1962

A. P.

Volume 38, Number 4, January–March 1963

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1001922ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1001922ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

P., A. (1963). Review of [*La grève, phénomène de civilisation*, par ROBERT GUBBELS. Un vol., 6 po. x 9½, relié, 334 pages. — INSTITUT DE SOCIOLOGIE DE L'UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES, Parc Léopold, Bruxelles, 1962]. *L'Actualité économique*, 38(4), 676–677. <https://doi.org/10.7202/1001922ar>

L'auteur cherche d'abord à situer la Bourse dans le cadre général de l'activité financière à laquelle elle participe. L'épargnant souscrit aux actions, aux obligations, aux rentes, ce qui constitue cette catégorie de placements appelée valeurs mobilières. La fonction spécifique de la Bourse est d'assurer la relève à ces capitaux de première heure, c'est-à-dire les négociers. Ici s'insère une brève étude des valeurs mobilières qui en définit les diverses catégories juridiques et en décrit les diverses formes.

Apparaît ensuite l'institution boursière en tant que cadre organique des transactions. C'est ce cadre qui vient d'être modifié. Après une description de l'ordre antérieur, un chapitre décrit la réforme mise en application le 1<sup>er</sup> janvier 1962.

Vient alors une partie, consacrée au fonctionnement même de la Bourse, et qui en éclaire les techniques très particulières. Une description d'ensemble des opérations boursières y est suivie d'une étude du marché à terme dont les modalités — liquidations, reports, options — apparaissent assez mystérieuses au profane.

Un dernier chapitre enfin vise à initier le public aux documents qui reflètent l'activité boursière et les secteurs qui orientent l'activité du marché et le comportement des affaires.

L'auteur qui est secrétaire général honoraire de la Compagnie des Agents de change de Paris, a condensé dans ce petit ouvrage les enseignements et l'expérience d'une longue carrière au service de la Bourse.

C. M.

**La grève, phénomène de civilisation**, par ROBERT GUBBELS. Un vol., 6 po. x 9½, relié, 334 pages. — INSTITUT DE SOCIOLOGIE DE L'UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES, Parc Léopold, Bruxelles, 1962.

Robert Gubbels s'attache tout d'abord à étudier plusieurs grèves qui ont eu lieu en Belgique, en mettant l'accent sur leurs raisons véritables et sur les réactions des syndicats qui fréquemment ont élargi les problèmes en leur donnant une certaine universalité théorique. Il souligne le fait que la grève n'est pas uniquement un arrêt de travail, mais comporte également des aspects politiques et sociologiques. Par son caractère même, qui est celui d'un mouvement de masse, c'est un phénomène concerté et organisé qui exige la solidarité des travailleurs. Dès lors se pose la question des non syndiqués et celui de la liberté individuelle qui peut aller à l'encontre des intérêts collectifs, mais qui doit être respectée dans le cadre des institutions libérales et démocratiques. Si, toutefois, on accepte la théorie selon laquelle, dans le monde moderne, la grève n'est plus dirigée uniquement contre le patronat et provoque de nombreuses répercussions sur l'ensemble du corps social, l'unité de la classe ouvrière devient indispensable.

L'auteur fait la distinction entre les grèves à objectifs professionnels immédiats, les arrêts de travail provoqués par des objectifs à long terme et les grèves purement politiques. Selon lui la grève a cessé d'être l'apanage de la classe ouvrière et elle est devenue une manifestation revendicative ou défensive qui peut être aussi bien déclenchée pour des raisons d'ordre professionnel que pour des raisons de

stratégie visant à paralyser certains secteurs industriels particulièrement importants et à déclencher une réaction de l'ensemble de la population.

Le livre de Robbert Gubbels intéressera non seulement les spécialistes de la question, mais également tous ceux qui désirent étudier l'évolution sociale de notre époque. Il y a lieu de souligner, en outre, que l'auteur a su faire preuve d'une rare objectivité scientifique, et présenter ses observations sans manifester ses propres préférences idéologiques.

A. P.

**New Frontiers for American Youth (Perspective on the Peace Corps)**, par MAURICE-L. ALBERTSON, ANDREW-E. RICE, PAULINE-E. BIRKY. Un vol., 6 po. x 9¼, relié, 212 pages. — PUBLIC AFFAIRS PRESS, 419, avenue New Jersey, S.E., Washington 3, D.C., 1961. (\$4.50).

La place qu'occupent les États-Unis dans le concert des nations leur impose des charges assez lourdes, telles celles de venir en aide aux deux tiers de l'humanité dont le développement économique et les conditions sociales sont trop loin en arrière des standards des pays occidentaux.

Le bataillon de la paix, organisé par le président Kennedy, est un organisme appelé à coopérer à la mise en œuvre de l'aide à ces pays sous-développés.

Cet ouvrage, destiné d'abord au Président, au Congrès et aux divers organismes administratifs du gouvernement fédéral américain, a été par la suite mis entre les mains du public afin que celui-ci connaisse mieux ce bataillon de la paix, son programme, ses problèmes, ses objectifs, ses méthodes, son avenir, les conditions à remplir pour y être admis, la préparation qu'on y reçoit.

C. M.

**Canada the Commonwealth and the Common Market**, report of the 1962 Summer Institute, Mount Allison University. Un vol., 6¼ po. x 9¼, broché, 142 pages. — MCGILL UNIVERSITY PRESS, Montréal, Canada, 1962. (\$1.95).

Le problème de la participation de la Grande-Bretagne au Marché Commun concerne directement ou indirectement plusieurs pays. Il s'agit, en effet, d'une évolution des échanges qui aura certes des répercussions très graves. Le Summer Institute de Mount Allison University avait réuni, à l'occasion d'un colloque, des représentants de diverses nations afin de permettre un dialogue constructif sur ce brûlant sujet. Les communications des hauts fonctionnaires de la Grande-Bretagne et des États-Unis visent surtout à expliquer et à justifier, en quelque sorte, la décision du gouvernement anglais ; par contre, celles des ressortissants de l'Inde et du Ghana reflètent la position des pays du Tiers Monde. La ligne de pensée qui se dégage de ces quatre conférences consiste à présenter la participation de l'Angleterre au Marché Commun comme un fait inévitable, et à le considérer comme une nécessité qu'on ne saurait mettre en doute ; point de vue qu'adoptent également les conférenciers canadiens.